

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Session annuelle
du Conseil d'administration**

Rome, 4–8 juin 2012

PROJETS DE PROGRAMMES DE PAYS

**Point 8 de l'ordre du
jour**

Pour examen



Distribution: GÉNÉRALE

WFP/EB.A/2012/8/1

27 avril 2012

ORIGINAL: ANGLAIS

PROJET DE PROGRAMME DE PAYS ÉTAT PLURINATIONAL DE BOLIVIE 200381 (2013–2017)

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, ODPC*: M. G. Lodesani tél.: 066513-2567

Attachée de liaison, ODPC: Mme S. Izzi tél.: 066513-2207

Pour toute question relative à la disponibilité de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative principale de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional de Panama (Amérique latine et Caraïbes)

RÉSUMÉ

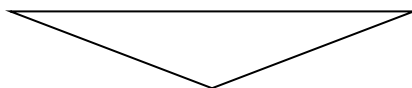
Malgré des progrès économiques récents, l'État plurinational de Bolivie reste confronté à d'énormes problèmes de développement: son produit intérieur brut par habitant figure parmi les plus bas de l'Amérique latine et des Caraïbes; plus de la moitié de la population vit dans la pauvreté; l'inégalité et l'exclusion persistent; et le taux de malnutrition chronique et les carences en micronutriments demeurent élevés chez les enfants de moins de 5 ans.

La principale cause de l'insécurité alimentaire est l'accès limité à la nourriture. Du fait du renchérissement des denrées et de la faiblesse persistante des revenus, 45 pour cent des ménages ruraux ne parviennent pas à satisfaire leurs besoins alimentaires. Les catastrophes naturelles à répétition et l'accroissement important des phénomènes climatiques comme El Niño et La Niña ont aggravé la faim et la dénutrition. Les groupes les plus vulnérables sont les femmes et les enfants des zones rurales, ainsi que les populations autochtones, qui représentent 65 pour cent des 10 millions d'habitants du pays.

L'objectif général du présent programme de pays consiste à renforcer les capacités locales et nationales pour rompre le cycle intergénérationnel de la faim. Préparé avec le Gouvernement, le programme met l'accent sur trois grands domaines: i) renforcer les interventions liées à l'alimentation et à la nutrition durant tout le cycle de vie, en particulier pour les populations les plus exposées à l'insécurité alimentaire; ii) réduction des risques de catastrophe, aide humanitaire et adaptation au changement climatique; et iii) promotion d'une production vivrière diversifiée, d'un régime varié et de conditions de commercialisation favorables aux petits producteurs. La mise en œuvre de stratégies innovantes de développement communautaire préparera les municipalités à gérer des filets de protection efficaces.

Le programme de pays concorde avec le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (2013–2017), le Plan national de développement de la Bolivie (2007), la nouvelle Constitution politique et la loi sur la souveraineté alimentaire. Il tient compte des principales recommandations de l'évaluation à mi-parcours du programme de pays précédent. Il répond aux Objectifs stratégiques 2, 4 et 5 du PAM et contribue à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement 1, 2 et 5.

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil prend note du projet de programme de pays État plurinational de Bolivie 200381 (2013–2017) (WFP/EB.A/2012/8/1), lequel requiert 8 264 tonnes de produits alimentaires d'un coût de 8,6 millions de dollars É.-U, soit un coût total pour le PAM de 12 millions de dollars, et autorise le Secrétariat à procéder à l'élaboration d'un programme de pays, en tenant compte des observations des membres du Conseil.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

ANALYSE DE LA SITUATION

1. L'État plurinational de Bolivie¹ a connu ces six dernières années de grands bouleversements sociopolitiques et économiques. Malgré les progrès économiques, le pays doit encore faire face à de graves problèmes de développement, et se place au 108^{ème} rang sur 187 pays selon l'indice de développement humain de 2011. L'inégalité et l'exclusion persistent; le coefficient de Gini² de 0,57 est l'un des plus élevés d'Amérique latine, et la population autochtone rurale est particulièrement exposée à l'exclusion sociale et économique.
2. La Bolivie compte 10,4 millions d'habitants, dont 51 pour cent vivent au-dessous du seuil de pauvreté, ce chiffre atteignant 69 pour cent dans les zones rurales³. Les niveaux d'extrême pauvreté ont diminué, passant de 45 pour cent en 2000 à 38 pour cent en 2008, mais plus de 25 pour cent de la population totale et 45 pour cent des ménages ruraux n'ont pas les moyens de se procurer un assortiment alimentaire de base⁴. Les femmes autochtones vivant en milieu rural sont particulièrement vulnérables: 63 pour cent des femmes en milieu rural vivent dans une pauvreté extrême, tandis que 60 pour cent des personnes en situation d'extrême pauvreté sont autochtones et presque les deux tiers d'entre elles vivent en zone rurale⁵.
3. La plupart des municipalités en situation d'insécurité alimentaire se répartissent sur les hauts plateaux et les vallées des Andes, dans les départements de Potosí, de Cochabamba et de Chuquisaca, dont la population essentiellement autochtone et rurale dépend de l'agriculture de subsistance et connaît des pénuries alimentaires pendant la période de soudure. Les catastrophes naturelles récurrentes font de l'agriculture une source de revenus peu fiable. La Bolivie se trouve dans la zone d'influence des phénomènes météorologiques El Niño et La Niña; de plus, les sécheresses et les inondations ne cessent de s'aggraver et de se multiplier depuis 2006, mettant en péril les moyens de subsistance de plus de 700 000 personnes – pour la plupart des paysans pratiquant l'agriculture de subsistance et des autochtones – avec des pertes estimées à 1 milliard de dollars⁶.
4. L'instabilité des prix et la faiblesse des revenus entravent l'accès à la nourriture des plus vulnérables. Sous l'effet de la flambée des prix de 2008, les prix des produits alimentaires ont augmenté entre le second semestre de 2010 et le premier trimestre de 2011; la hausse est de 48 pour cent depuis 2007⁷. La Bolivie importe 60 à 80 pour cent de son blé. Les mesures gouvernementales adoptées pour stabiliser les prix englobent l'octroi de subventions, l'importation et la vente directe d'aliments de base comme le riz, le maïs et le

¹ Depuis le 7 avril 2009, le nom officiel du pays est Bolivie (État plurinational de).

² Plus le coefficient de Gini est bas, plus la répartition est égale, 0 correspondant à l'égalité complète et 1 à l'inégalité complète.

³ Ministère de la planification du développement. Unité d'analyse des politiques économiques et sociales. 2011. Données préliminaires pour 2009.

⁴ *Ibid.* La pauvreté extrême est définie comme le fait d'avoir des revenus insuffisants pour se procurer un assortiment alimentaire de base.

⁵ Nations Unies. 2011. Bilan commun de pays – Bolivie. New York.

⁶ "Evaluación del impacto acumulado y adicional ocasionado por la Niña en 2008 en Bolivia". Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes. 2008.

⁷ Institut national de statistique. 2011. www.ine.gob.bo.

sucre, la construction de grandes installations de stockage et le contrôle des prix des produits alimentaires⁸ et des exportations.

5. Le Gouvernement est convaincu que, d'ici 2015, la Bolivie atteindra la cible du premier objectif du Millénaire pour le développement (OMD) consistant à faire tomber la prévalence de la malnutrition infantile chronique – le retard de croissance – à 19 pour cent. Toutefois, bien que le retard de croissance des enfants de moins de 5 ans soit passé de 32 pour cent en 2003 à 27 pour cent en 2008, il atteint 39 pour cent dans les zones rurales⁹. D'après une évaluation tripartite de l'alimentation et de la nutrition pour 2009, la prévalence des retards de croissance est de 47 pour cent dans les communes les plus exposées à l'insécurité alimentaire¹⁰. Les carences en micronutriments sont également en progression, notamment l'anémie et touchent 61 pour cent des enfants de moins de 5 ans et 38 pour cent des femmes¹¹.
6. Bien que le système éducatif ait progressé, les taux nets de scolarisation dans le primaire ont reculé de 94 à 90 pour cent entre 2001 et 2008; le PAM estime que dans les municipalités où l'insécurité alimentaire est la plus marquée, 51 pour cent des filles en âge scolaire ne vont pas à l'école. Les taux d'abandon sont également élevés, puisque seuls 25 pour cent des enfants scolarisés achèvent le cycle primaire¹². D'après une enquête conjointe du PAM et du Ministère de l'éducation, l'alimentation scolaire s'est développée, passant de 53 pour cent en 2003 à 75 pour cent du pays en 2008, 294 municipalités sur 327 fournissant régulièrement des repas scolaires.
7. En 2009, le pays s'est doté d'une nouvelle Constitution qui prévoit des réformes importantes visant à autonomiser les groupes exclus, en particulier les populations autochtones. La nouvelle Constitution promeut la décentralisation et l'insertion sociale, et reconnaît le droit à l'alimentation comme un droit fondamental. Le Gouvernement met également en œuvre des programmes sociaux importants, notamment des transferts monétaires assortis de conditions pour les personnes âgées, les écoliers, les femmes enceintes et les mères allaitantes, ainsi que les enfants de moins de 2 ans. Il a été reconnu que ces programmes réduisaient le nombre de personnes extrêmement pauvres mais qu'ils doivent être rendus plus accessibles.
8. En 2011, le Gouvernement a adopté la Loi sur la révolution de la production agricole communautaire, qui privilégie des mesures à long terme en faveur de la sécurité alimentaire et de la souveraineté alimentaire, en particulier le développement de la production agricole, surtout dans l'agriculture paysanne, de programmes de protection sociale appuyés par l'aide alimentaire, comme l'alimentation scolaire, l'amélioration de l'entreposage et du traitement des produits alimentaires, l'introduction de dispositifs d'assurance agricole et l'amélioration de la gestion des risques de catastrophe et des crises alimentaires.

⁸ La Loi sur la révolution de la production agricole à assise communautaire habilite le Gouvernement à plafonner les prix à la consommation.

⁹ Enquête nationale démographique et sanitaire, 2003 et 2008.

¹⁰ PAM, Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et Unité d'analyse des politiques économiques et sociales. 2009. Impact des crises mondiales sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. La Paz, Bolivie.

¹¹ Enquête nationale démographique et sanitaire. 2008.

¹² L'Unité d'analyse des politiques économiques et sociales (2011) attribue le phénomène à l'exode rural. Des données erronées au niveau des districts ont affecté les systèmes d'établissement de rapports du Ministère de l'éducation.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE LA COOPÉRATION PASSÉE

9. Le présent programme de pays 200381 pour 2013–2017 a été élaboré sur la base du document de stratégie de pays du PAM (2011) d'une évaluation à mi-parcours du programme de pays 105960 (2008–2012) et de consultations avec le Gouvernement, des donateurs, des institutions des Nations Unies, des organisations non gouvernementales (ONG) et d'autres parties prenantes. Il tire parti de l'expérience récente du PAM, notamment l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 108360, l'opération d'urgence 200260 et des projets du développement¹³.
10. Le programme de pays précédent – 105960 (2008–2012) – mettait l'accent sur: i) un programme de nutrition intégrée en faveur des enfants de moins de 6 ans; ii) l'assistance alimentaire aux élèves des écoles primaires et aux enfants des rues; et iii) l'assistance technique aux institutions gouvernementales pour les aider à se préparer aux situations d'urgence et à organiser les secours.
11. L'évaluation à mi-parcours du programme de pays 2008–2012 a permis de tirer les enseignements suivants:
 - Le modèle d'alimentation scolaire intégré a appuyé avec succès l'utilisation d'aliments traditionnels dans les repas scolaires et l'établissement de marchés locaux de produits alimentaires pour approvisionner les écoles. Les "Écoles productives" ont mis en place des potagers et de petits projets d'élevage pour compléter les rations alimentaires. Le développement des capacités et la formation ont permis à plusieurs municipalités de prendre en charge la gestion et la mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire. La promotion par le Gouvernement de l'alimentation scolaire dans sa nouvelle loi sur la souveraineté alimentaire permettra d'en assurer la pérennité.
 - Le manque de politique gouvernementale en faveur de la petite enfance a réduit l'efficacité de la composante relative à l'alimentation préscolaire. L'évaluation a recommandé que, si le Gouvernement ne s'engageait pas clairement à la prendre en charge, cette activité ne devrait plus figurer parmi les priorités centrales de l'aide future du PAM.
 - L'assistance technique destinée à améliorer les dispositifs d'intervention d'urgence nationaux et départementaux ayant été insuffisamment financé, sa portée est restée limitée. Toutefois, l'aide alimentaire fournie pour les activités de redressement de l'IPSR 108360 a constitué un outil de réduction des risques efficace. Il faudra prévoir des activités pour renforcer la capacité de résistance.
 - Le système de suivi et d'évaluation (S&E) devrait être amélioré et davantage intégré aux activités futures du PAM.

¹³ Dont deux programmes conjoints liés aux OMD des Nations Unies – i) renforcement des capacités locales pour la mise en œuvre du programme multisectoriel Malnutrition zéro, et ii) intégration des producteurs andins autochtones dans les nouvelles chaînes de valeur nationales et internationales – et un projet financé par l'Union européenne "Creación de capacidades para el logro de la sostenibilidad en programas de alimentación escolar en Bolivia".

12. Au cours des cinq dernières années, le PAM a apporté une contribution considérable aux efforts déployés par la Bolivie pour éradiquer la dénutrition, y compris le développement des capacités dans le cadre du Programme national Malnutrition zéro, l'assistance technique pour l'enrichissement des aliments, l'élaboration des caractéristiques techniques des produits *Nutribebé* et *Kallpawawa*¹⁴, et la préparation d'une collation enrichie pour les enfants de moins de 6 ans, en partenariat avec le secteur privé. Le PAM est bien placé pour tirer parti de cette coopération et appuyer des politiques d'amélioration de la nutrition.
13. Dans le cadre de l'IPSR 108360, une intervention pilote relative à la santé et la nutrition maternelles et infantiles, qui a complété le programme de transferts monétaires du Gouvernement *Bono Juana Azurduy* (BJA)¹⁵ par une aide alimentaire en nature, a eu un impact positif sur la fréquentation des centres de santé par les femmes enceintes et les mères allaitantes ainsi que sur leur état nutritionnel. Le système bolivien décentralisé de services sociaux de base requiert que le Gouvernement fournisse aux municipalités des ressources annuelles pour mettre en œuvre les programmes obligatoires d'aide socioéconomique et de production. Toutefois, de nombreuses municipalités, en particulier les plus exposées à l'insécurité alimentaire, ont bien du mal à mettre ces programmes en œuvre. Le PAM, qui a axé ses efforts de développement des capacités sur les municipalités et les départements, doit désormais s'engager davantage sur le plan national pour promouvoir un changement d'orientation politique, ce qui nécessitera des moyens techniques et de communication renforcés.

ORIENTATION STRATÉGIQUE DU PROGRAMME DE PAYS

14. Le programme de pays, qui a été conçu en consultant le Gouvernement et les partenaires, vise à renforcer les capacités locales et nationales pour rompre le cycle intergénérationnel de la faim. Il met l'accent sur trois grands axes définis avec le Gouvernement: i) renforcement des interventions liées à l'alimentation et à la nutrition durant tout le cycle de vie, en particulier pour les populations les plus exposées à l'insécurité alimentaire; ii) réduction des risques de catastrophe, aide humanitaire et adaptation au changement climatique; et iii) promotion d'une production vivrière diversifiée, d'un régime varié et de conditions de commercialisation favorables aux petits agriculteurs.
15. Le programme de pays concorde avec les Objectifs stratégiques 2, 4 et 5 du PAM¹⁶ et avec sa politique relative à la problématique hommes-femmes¹⁷.

¹⁴ *Nutribebé* est un supplément nutritionnel enrichi que chaque municipalité est tenue par la loi de distribuer gratuitement aux mères d'enfants âgés de 6 à 23 mois. *Kallpawawa* est un supplément nutritionnel pour les enfants âgés de 6 à 23 mois, fabriqué à partir de produits locaux dans la municipalité de Caripuyo.

¹⁵ Établi en mai 2009, ce programme fournit environ 260 dollars durant deux ans aux femmes enceintes et aux mères allaitantes ainsi qu'aux enfants de moins de 2 ans qui passent régulièrement des visites médicales. Il entend abaisser les taux élevés de dénutrition et de mortalité infantile et maternelle.

¹⁶ Objectif stratégique 2 – Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets; Objectif stratégique 4 – Réduire la faim chronique et la dénutrition; et Objectif stratégique 5 – Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux.

¹⁷ "Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans la recherche de solutions aux problèmes de la faim et de la nutrition" (WFP/EB.1/2009/5-A/Rev.1).

16. Ses objectifs sont les suivants:

- renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle en améliorant l'éducation, la nutrition et la santé durant tout le cycle de vie (Objectif stratégique 4);
- renforcer la capacité de résistance des communautés en atténuant les chocs et en facilitant l'adaptation au changement climatique (Objectif stratégique 2);
- utiliser le pouvoir d'achat des programmes alimentaires locaux au profit des petits producteurs pour faire de l'assistance alimentaire et nutritionnelle un investissement productif dans les communautés locales (Objectif stratégique 5); et
- renforcer la capacité du Gouvernement de concevoir, de gérer et d'utiliser des outils, des politiques et des programmes visant à prévoir et à atténuer la faim (Objectif stratégique 5).

17. Toutes les composantes tirent parti de la coopération passée, des partenariats existants avec des organismes des Nations Unies et des ONG, des synergies avec les politiques sociales du Gouvernement et de la nouvelle législation sur la nutrition, l'alimentation scolaire et la production vivrière locale. Le programme de pays contribue à la réalisation des effets directs 2, 3 et 4 du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) pour 2013–2017 (voir l'annexe II) et aux OMD 1, 2 et 5¹⁸.

18. Le programme de pays sera mis en œuvre dans les départements de Chuquisaca, Cochabamba et Potosí, qui englobent 80 pour cent des municipalités boliviennes qui se caractérisent par une grave insécurité alimentaire, la plus forte prévalence de dénutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans¹⁹, et un indice des prix à la consommation (IPC) pour les produits alimentaires nettement plus élevé que l'IPC national.

19. Les municipalités ciblées vivent de l'agriculture de subsistance et ont un accès limité à l'eau; la prévalence de la dénutrition y est forte et le taux d'alphabétisation faible; leur population est principalement d'autochtones. Par souci de pérennité, elles doivent manifester leur volonté de définir avec le PAM une stratégie de transfert des responsabilités.

20. Au départ conçu pour couvrir 20 municipalités, le programme de pays s'étendra à 40, dans la mesure des fonds disponibles. Il viendra en aide à 74 000 personnes par an – des enfants d'âge scolaire, des femmes enceintes et des mères allaitantes ainsi que des familles exposées à l'insécurité alimentaire.

¹⁸ OMD 1 – Réduire l'extrême pauvreté et la faim; OMD 2 – Assurer l'éducation primaire pour tous; et OMD 5 - Améliorer la santé maternelle.

¹⁹ La Bolivie compte neuf départements; ceux où la dénutrition chronique est la plus importante chez les enfants de moins de 5 ans sont Potosí (44 pour cent), Chuquisaca (36 pour cent), Oruro (33 pour cent) et Cochabamba (31 pour cent). Enquête nationale démographique et sanitaire, 2008.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES, PAR COMPOSANTE				
	Nombre annuel	Total cumulé (2013–2017)		
		Hommes/ enfants	Femmes/ filles	Total
Composante 1 – Alimentation scolaire durable fondée sur des activités productives	40 000	34 728	32 472	67 200
Composante 2 – Amélioration les programmes nutritionnels gouvernementaux	4 000	-	20 000	20 000
Composante 3 – Renforcement des moyens de subsistance et réduction des risques de catastrophe	30 000*	46 511	43 489	90 000
TOTAL	74 000	81 239	95 961	177 200

* Chaque année, 50 pour cent seront de nouveaux participants qui remplaceront les 50 pour cent sortants.

Composante 1: Alimentation scolaire durable fondée sur des activités productives

21. Par le biais de cette composante, le PAM entend: i) relever les taux de scolarisation dans l'enseignement primaire et veiller à ce que les élèves terminent leur scolarité; ii) atténuer la faim à court terme et prévenir les carences en micronutriments chez les écoliers; et iii) fournir une assistance technique pour rapprocher les agriculteurs des marchés, en utilisant les produits alimentaires locaux dans le cadre des programmes d'alimentation scolaire.
22. Pour inciter les parents à scolariser leurs enfants et améliorer leur état nutritionnel, une ration sera fournie à 40 000 enfants tous les ans à leur arrivée à l'école, en complément de la ration distribuée par la municipalité à l'heure du déjeuner. Le PAM fournira également des micronutriments en poudre pour assurer une ration énergétique et un apport en micronutriments adéquats²⁰.
23. L'aide du PAM atteindra 6 pour cent des enfants des écoles primaires dans les départements de Potosí, de Chuquisaca et de Cochabamba, et 26 pour cent dans les 40 municipalités ciblées de ces départements²¹.

²⁰ Depuis 2010, le Gouvernement distribue des micronutriments en poudre produits localement, les *Chispitas nutricionales*, aux enfants de moins de 2 ans. Ces micronutriments locaux contiennent généralement 15 vitamines et minéraux (fer, zinc, iode, cuivre, sélénium, vitamines A, B1, B2, B3, B6, B12, C, D et E, et acide folique).

²¹ Sur les 2 569 132 écoliers boliviens, 1 929 250 reçoivent une forme d'alimentation scolaire financée en grande partie par les municipalités, qu'il s'agisse d'une boisson distribuée tous les deux jours ou d'un petit-déjeuner et d'un déjeuner complets au quotidien. PAM et Ministère de l'éducation. Bolivie. 2009. *School Feeding Survey 2008–2009*. La Paz.

24. Par souci de pérennité, l'activité d'alimentation scolaire associera progressivement les petits agriculteurs à l'approvisionnement des écoles municipales. Le PAM apportera une assistance technique aux conseils d'école, aux agriculteurs et aux autorités municipales, et participera au renforcement de leurs capacités. Avant la troisième année de mise en œuvre du programme, les municipalités devraient fournir toutes les rations scolaires, en collaborant avec le Ministère de l'éducation et le Ministère du développement rural et des terres; dans la mesure du possible, les produits alimentaires utilisés seront achetés aux agriculteurs locaux²². La production locale de micronutriments en poudre devrait également démarrer avant la troisième année du programme de pays, ces produits devant être distribués par le biais du plan d'assurance santé universelle du Gouvernement, qui devrait être lancé en 2012 en faveur de tous les enfants jusqu'à l'âge de 18 ans.

Composante 2: Renforcer les programmes nutritionnels gouvernementaux

25. Le PAM améliorera l'état nutritionnel des femmes enceintes et des mères allaitantes dans les communautés sélectionnées où plus de 45 pour cent des enfants de moins de 5 ans souffrent d'un retard de croissance¹¹. En coordination avec le Ministère de la santé et des sports, et en s'appuyant sur les conclusions d'une activité pilote de l'IPSR, le PAM complétera le programme de transferts monétaires du Gouvernement (BJA) par un programme de supplémentation alimentaire générale destiné à 20 000 femmes enceintes et mères allaitantes – soit 4 000 par an.

26. Pour compléter les repas familiaux et fournir des micronutriments, de l'huile végétale et des rations de Supercereal²³ seront distribués aux femmes qui fréquentent les centres de santé et reçoivent une éducation nutritionnelle, l'aide étant orientée en priorité vers les centres de santé situés dans des régions reculées. Le PAM collaborera avec les centres de santé et les municipalités pour veiller à ce que le programme BJA fournisse à la fois *Nutribebé* pour les enfants âgés de 6 à 23 mois et l'incitation en espèces pour les femmes enceintes et les mères allaitantes, comme prévu.

27. Les résultats seront suivis par le système national d'information sanitaire et apporteront un éclairage sur les politiques nutritionnelles gouvernementales quant à la complémentarité des programmes d'aide alimentaire et de transferts monétaires. Le PAM collaborera avec des partenaires nationaux pour renforcer les capacités de gestion, notamment en renforçant les systèmes communautaires de suivi et de surveillance, en formant les fonctionnaires en matière de procédures anthropométriques et de nutrition²⁴, et en encourageant la production d'aliments nutritifs et l'enrichissement des produits alimentaires sur place, à un coût raisonnable.

28. Les activités seront prévues et effectuées en collaboration avec le Ministère de la santé, la commission technique du Conseil national de l'alimentation et de la nutrition, l'UNICEF, l'Organisation panaméricaine de la santé, les services départementaux et les municipalités.

²² Même lorsque les achats de produits alimentaires locaux s'appuient sur des appels d'offres, les politiques et la législation nationales encouragent les autorités municipales à acheter pour l'alimentation scolaire des produits alimentaires provenant de leur propre territoire en vue de promouvoir la sécurité et la souveraineté alimentaires.

²³ Mélange maïs-soja enrichi avec des vitamines et des minéraux.

²⁴ Notamment en apprenant aux femmes enceintes et aux mères allaitantes à utiliser les transferts monétaires pour acheter des aliments nutritifs, par exemple des aliments à base de protéines animales, des légumes et des fruits.

Composante 3: Amélioration des moyens de subsistance et réduction des risques de catastrophe

29. Par le biais d'activités Vivres pour la création d'avoirs (VCA), le PAM entend:
- appuyer la création d'avoirs productifs pour renforcer les moyens de subsistance et approvisionner les programmes de protection sociale appuyés par la production alimentaire locale, notamment des potagers collectifs, de petits élevages, la bonification de terres productives et de petits périmètres irrigués;
 - renforcer la capacité de résistance des communautés en atténuant les chocs et en facilitant l'adaptation au changement climatique par la création d'avoirs qui protègent les équipements communautaires, par exemple réservoirs d'eau, digues, boisement, infrastructure de collecte de l'eau et terrasses.
30. Sous réserve que les ressources soient disponibles, jusqu'à 90 000 bénéficiaires – 30 000 par an²⁵ – bénéficieront d'une assistance dans le cadre du programme de pays. Le PAM et ses partenaires, notamment des ONG et des organismes des Nations Unies, viendront en aide aux collectivités pour recenser les risques et proposer des mesures destinées à les atténuer. Des activités VCA seront appuyées en fonction de la demande, par l'intermédiaire des collectivités locales qui contribueront aux ressources. Le personnel des administrations locales apprendra à sélectionner les propositions des communautés en employant des critères permettant d'en déterminer les bénéficiaires et les types d'activité²⁶. La préférence sera donnée aux populations les plus vulnérables, notamment les paysans qui pratiquent une agriculture de subsistance ou n'ont pas de terre, et les ménages dirigés par une femme ou une personne âgée.
31. À la lumière des résultats d'une intervention pilote sous forme de transferts monétaires exécutée en 2012, le PAM étudiera la possibilité d'inclure des transferts monétaires dans le programme de pays pour appuyer la création d'avoirs.
32. Pour appuyer la Stratégie nationale de renforcement du système de préparation des interventions d'urgence et des secours, le PAM apportera une assistance technique au Gouvernement dans ce domaine, notamment pour examiner les effets du changement climatique et d'autres crises sur la sécurité alimentaire. Il collaborera à cet effet avec le Ministère du développement rural et des terres, le Ministère de l'environnement et de l'eau, le Vice-Ministère de la défense civile, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'UNICEF.

²⁵ Si l'on compte en moyenne 6 000 participants aux activités VCA par an et cinq personnes par foyer.

²⁶ Le PAM et les organismes gouvernementaux de contrepartie ont élaboré des directives et des normes de travail; la taille de la ration et la durée de l'assistance dépendent du type de travail entrepris.

TABLEAU 2: RATION ALIMENTAIRE, PAR COMPOSANTE (g/personne/jour)			
	Composante 1 – Alimentation scolaire durable fondée sur des activités productives	Composante 2 – Renforcer les programmes nutritionnels gouvernementaux	Composante 3 – Amélioration des moyens de subsistance et réduction des risques de catastrophe*
Farine de blé	100	-	-
Céréales	-	-	200
Huile végétale	20	30	30
Sel iodé	3	-	-
Supercereal	-	150	-
Légumes secs	-	-	50
Micronutriments	1	-	-
TOTAL	124	180	280
Total kcal/jour	527	866	1133
% de kcal d'origine protéique	8,7	12,5	11,7
% de kcal d'origine lipidique	36,7	40,6	26,7
Nombre de jours d'alimentation par an	180	360	60

* Ration familiale pour cinq personnes

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS D'AIDE ALIMENTAIRE, PAR COMPOSANTE (tonnes)				
	Composante 1 – Alimentation scolaire durable fondée sur des activités productives	Composante 2 – Renforcer les programmes nutritionnels gouvernementaux	Composante 3 – Amélioration des moyens de subsistance et réduction des risques de catastrophe	Total
Farine de blé	3 600	-	-	3 600
Céréales	-	-	1 800	1 800
Huile végétale	720	216	270	1 206
Sel	108	-	-	108
Supercereal	-	1 080	-	1 080
Légumes secs	-	-	450	450
Micronutriments en poudre	20	-	-	20
TOTAL	4 448	1 296	2 520	8 264
% de la quantité totale de produits alimentaires	54	16	30	100

GESTION, SUIVI ET ÉVALUATION DU PROGRAMME

33. Le programme de pays sera coordonné avec le Vice-Ministère de la planification et des finances extérieures, le Ministère de l'éducation, le Ministère du développement rural et des terres, le Vice-Ministère de la défense civile et le Ministère de la santé, s'agissant de définir les orientations et les stratégies, et avec les autorités départementales et les municipalités, pour ce qui est de la mise en œuvre des activités.
34. Le Gouvernement encourage les achats locaux pour dynamiser la production nationale. La Bolivie étant un pays enclavé, les achats locaux peuvent raccourcir les délais de livraison des produits alimentaires. Conformément aux politiques du PAM par voie d'appel d'offres, les produits alimentaires seront achetés dans la mesure du possible sur les marchés locaux. En attendant que les capacités locales s'étoffent, les marchés de micronutriments en poudre seront passés au niveau international. Les stocks en entrepôt et les mouvements de produits alimentaires seront suivis à l'aide du Système d'analyse et de gestion du mouvement des produits du PAM.
35. Les coûts logistiques – transport, entreposage et manutention – seront financés par l'administration du département de Cochabamba et les associations municipales de Potosí et de Chuquisaca. Le PAM veillera à ce que ces coûts soient pris en compte dans leurs plans annuels d'exploitation.
36. Pour donner suite aux conclusions de l'évaluation, le PAM renforcera ses systèmes de suivi et d'évaluation en recrutant du personnel supplémentaire. Il sera ainsi possible de suivre à la fois le processus, pour pouvoir adapter la programmation en temps réel, et la qualité des résultats, afin de connaître les produits et les effets directs du programme. Un nouveau système intégré en ligne, conçu dans le cadre de l'IPSR 108360, relie les systèmes de suivi locaux et appuiera le programme de pays. Le renforcement des capacités pour les municipalités couvrira tout le cycle du projet: la planification, la mise en œuvre, le suivi, l'établissement des rapports et l'évaluation. Le programme de pays fera l'objet d'une évaluation à mi-parcours, qui coïncidera avec l'évaluation à mi-parcours du PNUAD de juin 2015; une évaluation finale sera coordonnée avec le Gouvernement.
37. Le programme de pays encouragera la prise en compte des disparités et de l'égalité hommes-femmes. Les besoins, les vulnérabilités et les forces des femmes seront pris en compte lors de la mise en œuvre des activités. Conformément à sa politique relative à la problématique hommes-femmes, le PAM veillera à ce que les femmes participent à la planification, à l'exécution et à l'évaluation des projets.

Risques contextuels

38. Des catastrophes naturelles et des variations des prix des produits alimentaires peuvent survenir durant l'exécution du programme de pays. Des mesures seront prises pour s'y préparer et en atténuer l'impact dans le cadre d'un plan d'intervention d'urgence.

Risques programmatiques

39. Dès lors que le PAM transfère au Gouvernement la responsabilité de la mise en œuvre, la capacité des institutions devient un facteur crucial. Le présent programme de pays intègre dans toutes les activités un volet Renforcement des capacités afin d'assurer le succès du transfert des responsabilités et la pérennité de la mise en œuvre ultérieure des activités. Les risques spécifiques et les effets probables sur les activités ont été analysés et bien définis (voir la colonne "Risques et hypothèses" à l'annexe II). Le bureau de pays continuera d'examiner les contrôles mis en place pour atténuer ces facteurs de risque.

Risques institutionnels

40. Afin de renforcer la prévisibilité, la flexibilité et la sécurité des ressources et d'établir à cette fin un plus grand nombre de partenariats pluriannuels, le PAM s'attachera à diversifier les donateurs, y compris dans les pays voisins (Brésil, Argentine et Chili) et à mettre en place de nouveaux partenariats public-privé. En outre, il s'efforcera d'obtenir du Gouvernement un soutien financier renouvelé, voire accru, car il entend forger avec lui un partenariat solide pour trouver des solutions à l'insécurité alimentaire dont le pays aura la maîtrise.

**ANNEXE I-A: PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR LE PROGRAMME DE PAYS
ÉTAT PLURINATIONAL DE BOLIVIE 200381 (2013–2017) (en dollars)**

	Composante 1 – Alimentation scolaire durable fondée sur des activités productives	Composante 2 – Renforcer les programmes nutritionnels gouvernementaux	Composante 3 – Amélioration des moyens de subsistance et réduction des risques de catastrophe	Total
Produits alimentaires (tonnes) ¹	4 448	1 296	2 520	8 264
Produits alimentaires (dollars)	4 435 263	1 713 096	2 410 200	8 558 559
Total de la composante	4 435 263	1 713 096	2 410 200	8 558 559
Transport extérieur				-
Transport terrestre, entreposage et manutention				-
Autres coûts opérationnels directs				452 500
Total, coûts opérationnels directs				9 011 059
Coûts d'appui directs ²				2 243 358
Coûts d'appui indirects ³				787 809
TOTAL DES COÛTS POUR LE PAM				12 042 226

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. Le contenu peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui direct est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

ANNEXE I-B

BESOINS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel et dépenses connexes	
Administrateurs recrutés au plan national	504 585
Personnel des services généraux recruté au plan national	774 000
Personnel temporaire recruté au plan national	235 250
Consultants nationaux	75 000
Volontaires des Nations Unies	120 000
Voyages officiels du personnel	274 523
Total partiel	1 983 358
Dépenses récurrentes	
Charges (électricité, etc.)	7 200
Fournitures de bureau et petit matériel	18 000
Technologies de l'information et des communications	36 000
Réparation et entretien du matériel	3 000
Frais d'entretien et d'exploitation des véhicules	58 000
Installation des bureaux et réparations	26 000
Services fournis par d'autres organismes des Nations Unies	10 000
Total partiel	158 200
Dépenses de matériel et d'équipement	
Location de véhicules	81 600
Équipement de communication	20 200
Total partiel	101 800
TOTAL, COÛTS D'APPUI DIRECTS	2 243 358

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
EFFETS DIRECTS DU PNUAD		
<p>Effet direct 2.3: Sécurité alimentaire et nutrition garanties par le respect du droit à l'alimentation et à la nutrition ainsi que l'accès à l'eau potable et l'hygiène de base</p> <p>Effet direct 3.3: Renforcement des investissements dans des activités productives qui protègent l'environnement et améliorent la redistribution des revenus: il existe des systèmes productifs durables visant à accroître la sécurité et la souveraineté alimentaires</p> <p>Effet direct 4.3.2: Atténuation de l'impact du changement climatique et adaptation: la population est plus résistante aux effets du changement climatique</p>	<p>2.3.1. Pourcentage de ménages subvenant à leurs besoins énergétiques minimaux Cible: hausse de 50 % Valeur de référence (2006): 37 %</p> <p>2.3.2. Pourcentage de ménages subvenant à leurs besoins en protéines But: hausse de 65 % Valeur de référence: 58 %</p> <p>3.3.1: Nombre de systèmes productifs qui renforcent leur valeur de produit brut et leur efficacité écologique But: 6 systèmes productifs Valeur de référence: 0 – à évaluer début 2013, par secteur et par département</p> <p>4.3.2.1: Pourcentage des ménages vivant dans les municipalités exposées à une forte insécurité alimentaire et à des phénomènes climatiques importants qui ont une capacité de résistance au changement climatique accrue But: 6 % – 6 000 familles Valeur de référence (2011): 105 000 familles</p>	<p>1. Pas de flambée des prix alimentaires 2. Absence de catastrophe naturelle majeure 3. Le Gouvernement maintient le programme national Malnutrition zéro</p> <p>1. Extension des expériences pilotes réussies 2. Appui financier pour les autorités locales 3. Développement des capacités Risque: des changements législatifs freinent les investissements locaux</p> <p>1. Le Gouvernement continue de faire de la lutte contre le changement climatique une priorité nationale. 2. Les politiques sectorielles intègrent le changement climatique</p>
Composante 1: Alimentation scolaire durable et fondée sur des activités productives		
Objectif stratégique 4: Réduire la faim chronique et la dénutrition		
<p>Effet direct 1.1 Meilleur accès à l'éducation et valorisation du capital humain dans les écoles appuyées par le PAM</p>	<p>➤ Taux moyen annuel de variation du nombre de filles et de garçons scolarisés Cible: progression de 5 %</p>	<p>Hypothèses: Le Gouvernement maintient son appui aux programmes d'alimentation scolaire Les autorités locales ont la volonté politique et les ressources pour fournir tous les petits-déjeuners et déjeuners dans les écoles, et intègrent la distribution de micronutriments en poudre dans leurs stratégies nutritionnelles</p>
<p>Produit 1.1 Des produits alimentaires de qualité sont distribués en quantité suffisante aux groupes d'enfants ciblés dans des conditions de sécurité adéquates</p>	<p>➤ Nombre d'écoles appuyées par le PAM ➤ Nombre de garçons et de filles bénéficiaires, par catégorie et en pourcentage du nombre prévu ➤ Quantité de produits alimentaires distribués, par type et en pourcentage du volume prévu</p>	

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
		Les pouvoirs municipaux fournissent des ressources aux écoles pour lancer des potagers et des projets d'élevage productifs qui complètent les rations alimentaires Les ressources sont disponibles
Objectif stratégique 5: Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux		
Effet direct 1.2 Multiplication des débouchés aux niveaux national et local, avec des achats à des prix avantageux	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Valeur des produits alimentaires achetés par les autorités locales à de petits agriculteurs locaux, en pourcentage de la valeur totale des produits alimentaires achetés et distribués par les autorités locales pour les programmes de protection sociale fondés sur une assistance alimentaire dans les municipalités visées par le programme de pays Cible: 10 %	Hypothèses: Les autorités locales appuient les programmes fondés sur une assistance alimentaire en tant que moteur potentiel de l'économie locale Des ressources sont disponibles pour encourager les initiatives de production locale et les associer à des programmes fondés sur une assistance alimentaire
Effet direct 1.3 Progrès réalisés vers la recherche de solutions aux problèmes de la faim prises en charge par le pays	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Indice de capacité nationale Cible: 30 % des autorités locales ont un indice supérieur à 15	Hypothèse: Les autorités locales ont la volonté politique et les ressources requises pour fournir tous les petits-déjeuners et déjeuners, et intègrent la distribution de micronutriments en poudre dans leurs stratégies nutritionnelles
Produit 1.3 Développement des capacités municipales de gestion de l'alimentation scolaire	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de personnes formées en gestion de l'alimentation scolaire 	
Composante 2: Renforcer les programmes nutritionnels gouvernementaux		
Objectif stratégique 4: Réduire la faim chronique et la dénutrition		
Effet direct 2.1 Amélioration de l'état nutritionnel des femmes ciblées	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Incidence de l'insuffisance pondérale à la naissance (< 2,5 kg) Cible: diminution de 10 % <ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage de femmes enceintes bénéficiant d'un appui du PAM qui ont bénéficié d'au moins trois visites prénatales pendant leur grossesse Cible: 75 % <ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage de mères allaitantes bénéficiant d'un appui du PAM qui ont effectué une visite postnatale Cible: 75 %	Hypothèses: Le Gouvernement diminue la rotation des effectifs, en particulier dans les centres de santé Maintien du dispositif de protection BJA La sécurité nutritionnelle reste en tête des priorités sociales du Gouvernement Aucune crise majeure n'affecte l'état nutritionnel de la population cible



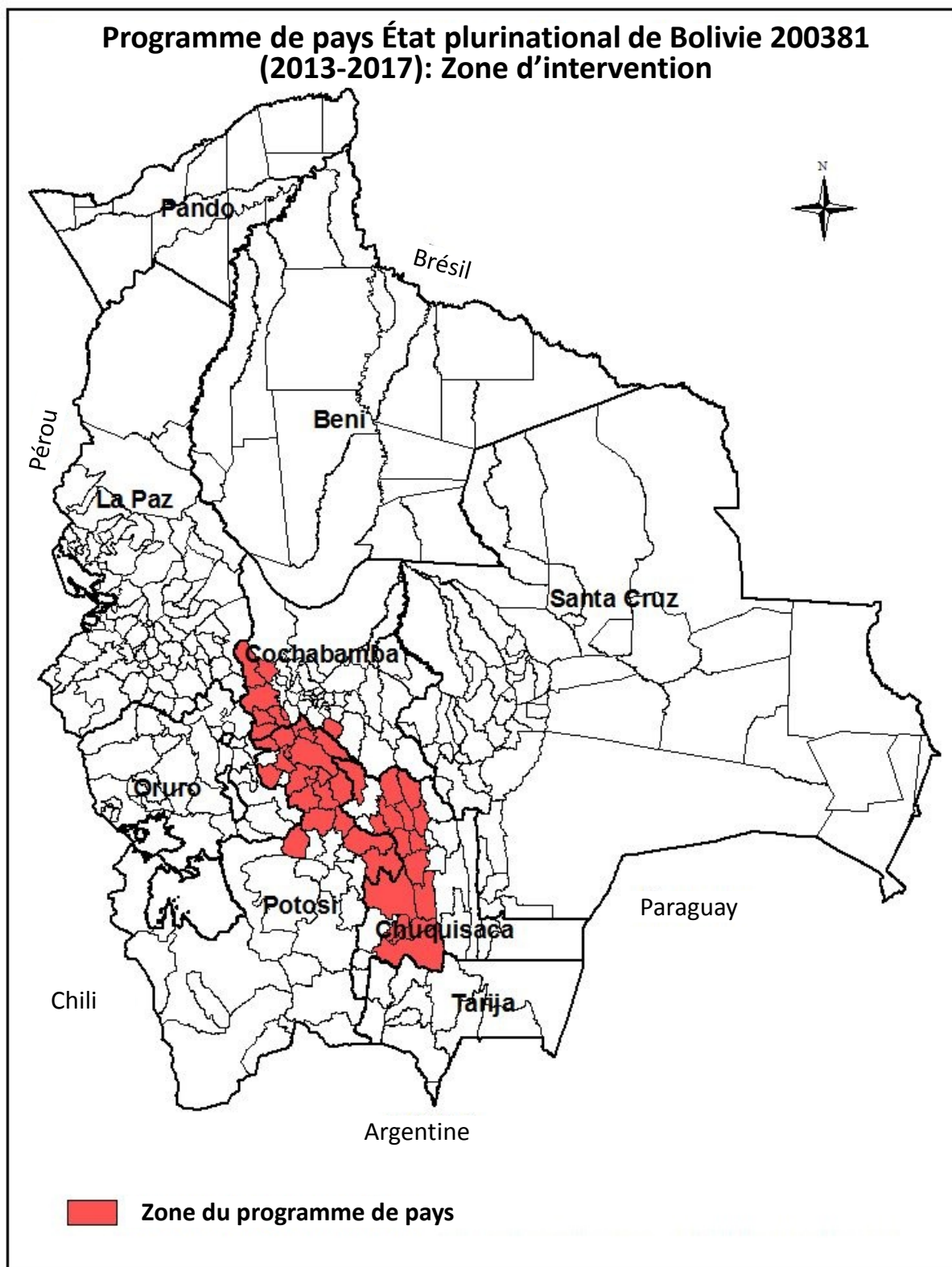
ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
<p>Produit 2.1 Des produits alimentaires de qualité sont distribués en quantité suffisante pour cibler des groupes cibles de femmes enceintes et mères allaitantes dans des conditions de sécurité adéquates</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de femmes recevant une formation en matière d'alimentation et de nutrition, par catégorie, activité, modalité de transfert et en pourcentage du nombre prévu ➤ Quantité de produits alimentaires distribués, par type et en pourcentage du volume prévu ➤ Quantités d'aliments enrichis, d'aliments complémentaires et de suppléments nutritionnels spéciaux distribués, par type et en pourcentage des quantités prévues ➤ Nombre de centres de santé appuyés 	
Composante 3: Amélioration des moyens de subsistance et réduction des risques de catastrophe		
Objectif stratégique 2: Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets		
<p>Effet direct 3.1 Risques réduits pour les populations ciblées</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Score des avoirs communautaires <p>Objectif: augmentation des avoirs destinés à réduire les risques ou à atténuer les effets des catastrophes dans 80 % des activités</p>	<p>Hypothèses: Des partenaires fournissent des articles non alimentaires pour compléter les activités VCA et garantir la durabilité des nouveaux avoirs Des ressources sont disponibles pour mettre en œuvre des projets de réduction des risques et d'atténuation des effets du changement climatique en vue d'accroître la capacité de résistance des populations exposées à l'insécurité alimentaire Aucune catastrophe ou crise majeure ne se répercute sur les priorités des groupes cibles</p>
<p>Produit 3.1 Les populations ciblées construisent ou remettent en état des équipements permettant d'atténuer les effets des catastrophes</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Création ou remise en état d'avoirs destinés à réduire les risques ou à atténuer les effets des catastrophes, par type et unité de mesure – hectares protégés/améliorés, nombre d'arbres plantés, barrages construits, etc. 	

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
<p>Produit 3.2 Produits alimentaires et non alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante pour cibler les groupes cibles, femmes et hommes, dans de bonnes conditions de sécurité</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons recevant des produits alimentaires et non alimentaires, par catégorie et en pourcentage du nombre prévu ➤ Quantité de produits alimentaires distribués, par type en en pourcentage du volume prévu 	
<p>Effet direct 3.2 Mise en place et amélioration de systèmes d'alerte précoce, de plans d'intervention d'urgence¹ et de systèmes de suivi de la sécurité alimentaire, avec l'appui du PAM en matière de renforcement des capacités</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Indice de préparation aux catastrophes <p>Cible: Indice de préparation aux catastrophes ≥8 sur 9 (8-9 étant considéré comme élevé)</p>	<p>Hypothèses: Le Gouvernement définit clairement les rôles et les missions des instances nationales chargées de mettre en œuvre les activités de préparation aux catastrophes Le Gouvernement hiérarchise les activités de préparation</p>
<p>Produit 3.3 Mesures mises en place pour atténuer les effets des catastrophes, avec l'appui du PAM en matière de renforcement des capacités</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de systèmes de réduction des risques, de préparation aux catastrophes et d'atténuation de leurs effets mis en place, par type – systèmes d'alerte précoce, plans d'intervention d'urgence, systèmes de suivi de la sécurité alimentaire, etc. 	
<p>Produit 3.4 Aménagement des bassins versants</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de parcelles plantées et entretenues 	



¹ Il peut s'agir de plans gouvernementaux ou de plans interorganisations.

ANNEXE III



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

BJA	<i>Bono Juana Azurduy</i> (programme de transfert monétaire du Gouvernement)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IPC	indice des prix à la consommation
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
OMD	Objectif du Millénaire pour le développement
ONG	organisation non gouvernementale
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCA	Vivres pour la création d'avoirs